

L'agence met à disposition un modèle pour la demande d'agrément, visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Demande de subvention

Art. 13. La demande de subvention comprend les données suivantes :

1° les données d'identification et de contact de l'organisateur. Lorsque l'organisateur est une association de fait, les données d'identification et de contact de chaque personne physique ou morale faisant partie de l'association de fait sont mentionnées ;

2° les données d'identification et de contact de la personne de contact désignée par l'organisateur ;

3° lorsque l'organisateur est une association de fait, les données d'identification et de contact du mandataire qui recevra la subvention ;

4° un budget.

L'agence met à disposition un modèle pour la demande de subvention, visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 5. — Disposition finale

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Bruxelles, le 22 mars 2019.

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/41127]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant la forme ainsi que les procédés d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment ses articles 6, § 1^{er}, point I, 1°, et 20;

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989, notamment son article 8;

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes (ci-après, l'ordonnance du 30 novembre 2017), notamment les articles 195 et 199;

Vu la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises en matière de permis d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins ainsi que la forme de la suspension de ces décisions par le fonctionnaire délégué, tel que modifié par l'arrêté du 23 septembre 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises en matière de certificats d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins ainsi que la forme de la suspension de ces décisions par le fonctionnaire délégué;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/41127]

25 APRIL 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de vorm en van de procedures voor de bekendmaking en de terbeschikkingstelling van de beslissingen, genomen door het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar en de Regering inzake stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid zijn artikelen 6, § 1, punt I, 1°, en 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, gewijzigd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van bepaalde aanverwante wetgevingen (hierna de ordonnantie van 30 november 2017 genoemd), inzonderheid op de artikelen 195 en 199;

Gelet op de richtlijn 2014/52/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/92/EU betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door het college van burgemeester en schepenen inzake stedenbouwkundige vergunningen en van de vorm van de schorsing van deze beslissingen door de gemachtigde ambtenaar, zoals gewijzigd door het besluit van 23 september 1999;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door het college van burgemeester en schepenen inzake stedenbouwkundige attesten en van de vorm van de schorsing van deze beslissingen door de gemachtigde ambtenaar;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de certificats d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de certificats d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 réglant la forme des décisions prises en matière de permis de lotir par le collège des bourgmestre et échevins ainsi que la forme de la suspension de ces décisions par le fonctionnaire délégué, tel que modifié par l'arrêté du 23 septembre 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis de lotir en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis de lotir sollicités par une personne de droit public;

Vu le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances, appelé 'test d'égalité des chances', requis par l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du 25 avril 2019;

Considérant que, le présent arrêté n'ayant pas d'incidence notable sur le développement de la Région au sens de l'article 7 du CoBAT, son projet n'a pas été soumis à l'avis de la Commission régionale de développement; que le présent arrêté se limite à prévoir les mentions minimales que doivent contenir les décisions prises en application des dispositions du CoBAT, ainsi que les modalités d'information et de mise à disposition des décisions;

Vu la demande d'avis, dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 7 mars 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o "CoBAT" : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire;
- 2^o "public" : une ou plusieurs personnes physiques ou morales et les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes.

CHAPITRE II. — Forme des décisions

Art. 2. Le présent chapitre s'applique aux décisions suivantes :

- 1^o Les décisions prises en matière de permis d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, conformément à l'article 156, § 1^{er}, du CoBAT;
- 2^o Les décisions prises en matière de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, conformément à l'article 200 du CoBAT;
- 3^o La suspension, par le fonctionnaire délégué, des décisions visées au point 1^o, conformément à l'article 161, § 2, du CoBAT;
- 4^o La suspension, par le fonctionnaire délégué, des décisions visées au point 2^o, conformément à l'article 201 du CoBAT;
- 5^o Les décisions prises en matière de permis d'urbanisme par le fonctionnaire délégué, conformément aux articles 178, § 1^{er}, et 178/2 du CoBAT;
- 6^o Les décisions prises en matière de permis de lotir par le fonctionnaire délégué, conformément à l'article 178, § 1^{er}, du CoBAT;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige attestaten in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige attestaten aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door het college van burgemeester en schepenen inzake verkavelingsvergunningen en van de vorm van de schorsing van deze beslissingen door de gemachtigde ambtenaar, zoals gewijzigd door het besluit van 23 september 1999;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake verkavelingsvergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake verkavelingsvergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon;

Gelet op het evaluatieverslag betreffende de gelijke kansen, 'gelijkheidskansen' genoemd, zoals vereist door artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkheidskansen en door artikel 1, § 1, van het besluit van 22 november 2018 tot uitvoering van deze ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis heeft genomen op 25 april 2019;

Overwegende dat, daar het huidige besluit geen aanzienlijke impact heeft op de ontwikkeling van het gewest in de betekenis van artikel 7 van het BWRO, het ontwerpbesluit niet voor advies werd overgelegd aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie; dat het huidige besluit enkel bepaalt welke minimale vermeldingen de beslissingen dienen te bevatten die worden genomen bij toepassing van de bepalingen van het BWRO alsook de modaliteiten van informatieverstrekking betreffende de beslissingen en van hun terbeschikkingstelling;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 7 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ontbreken van communicatie van het advies binnen die termijn;

Op voordracht van de Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1^o "BWRO" : het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;
- 2^o "publiek" : een of meerdere natuurlijke of rechtspersonen en de verenigingen, organisaties of groepen die samengesteld zijn uit deze personen.

HOOFDSTUK II. — Vorm van de beslissingen

Art. 2. Dit hoofdstuk is van toepassing op de volgende beslissingen :

- 1^o De beslissingen die het college van burgemeester en schepenen neemt inzake stedenbouwkundige vergunningen overeenkomstig artikel 156, § 1 van het BWRO;
- 2^o De beslissingen die het college van burgemeester en schepenen neemt inzake stedenbouwkundige attestaten overeenkomstig artikel 200 van het BWRO;
- 3^o De schorsing, door de gemachtigde ambtenaar, van de beslissingen zoals bedoeld in punt 1^o, overeenkomstig artikel 161, § 2 van het BWRO;
- 4^o De schorsing, door de gemachtigde ambtenaar, van de beslissingen zoals bedoeld in punt 2^o, overeenkomstig artikel 201 van het BWRO;
- 5^o De beslissingen die de gemachtigde ambtenaar neemt inzake stedenbouwkundige vergunningen overeenkomstig de artikelen 178, § 1 en 178/2 van het BWRO;
- 6^o De beslissingen die de gemachtigde ambtenaar neemt inzake verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 178, § 1 van het BWRO;

- 7° Les décisions prises en matière de permis d'urbanisme concernant des équipements scolaires par le fonctionnaire délégué, conformément à l'article 197/13 du CoBAT
- 8° Les décisions prises en matière de certificats d'urbanisme par le fonctionnaire délégué, conformément à l'article 200 du CoBAT;
- 9° L'annulation, par le Gouvernement, des décisions visées au point 1°, conformément à l'article 162 du CoBAT;
- 10° L'annulation, par le Gouvernement, des décisions visées au point 2°, conformément à l'article 201 du CoBAT;
- 11° Les décisions prises en matière de permis d'urbanisme et de permis de lotir par le Gouvernement, conformément à l'article 188/3 du CoBAT;
- 12° Les décisions prises en matière de permis d'urbanisme concernant des équipements scolaires par le Gouvernement, conformément à l'article 197/15, § 4 du CoBAT.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions du CoBAT, les décisions précitées comprennent ou s'accompagnent des mentions suivantes :

- 1° L'identification de la demande;
- 2° Les motifs de droit et de fait qui justifient la décision;
- 3° Les conditions et/ou charges qui assortissent, le cas échéant, la décision;
- 4° La date ainsi que la signature de l'autorité délivrante;
- 5° L'indication des voies de recours ainsi que du délai dans lequel le recours peut être exercé.

CHAPITRE III. — *Information et mise à disposition des décisions*

Art. 4. Le présent chapitre s'applique aux décisions visées à l'article 2.

Art. 5. Les décisions visées à l'article 4 sont notifiées par la voie électronique aux autorités consultées dans le cadre de l'instruction de la demande y relative, à l'adresse électronique préalablement communiquée, ou à défaut, par pli recommandé à la poste.

Cette notification intervient simultanément aux notifications respectivement visées par les articles 156, § 1^{er}, 161, § 1^{er}, 162, 178, § 1^{er}, 178/2, 188/3, 197/13 et 197/15 du CoBAT.

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 194/2 du CoBAT, toute décision visée à l'article 2 fait l'objet d'un avis affiché durant quinze jours à la maison communale, ainsi que d'une publication sur le site internet de la (ou des) commune(s) sur le territoire de laquelle (ou desquelles) le projet est localisé ou sur le territoire de laquelle (ou desquelles) l'enquête publique a été organisée.

En outre, il est procédé à un affichage complémentaire, de même durée, dudit avis aux endroits suivants :

- 1° aux accès existants ou futurs du bien concerné situés à la limite de ce bien et de la voie publique ou, lorsque le bien concerné n'est pas pourvu d'accès, sur ses murs et façades situés le long de la voie publique;
- 2° en outre, sur le territoire de la (ou des) commune(s) visée(s) à l'alinéa 1^{er}, à cent mètres de part et d'autre du bien visé, le long de la voie publique ou aux premiers carrefours situés de part et d'autre du bien si les carrefours se situent à moins de cent mètres.

Ces avis sont imprimés en noir sur une feuille de papier blanc de format DIN A3. La police de caractères d'impression utilisée sur les avis est d'au moins 14 points didot. Ils sont disposés de façon à pouvoir être lus aisément, à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou un panneau sur piquet. Ils sont tenus en parfait état de visibilité et de lisibilité.

§ 2. Cet avis comporte les mentions suivantes :

- 1° l'objet et la teneur de la décision;
- 2° l'adresse et les heures d'ouverture de l'administration communale où la décision peut être consultée;
- 3° l'adresse du site internet sur lequel la décision peut être consultée;
- 4° l'adresse de l'autorité auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais à respecter.

- 7° De beslissingen die de gemachtigde ambtenaar neemt inzake stedenbouwkundige vergunningen voor schoolvoorzieningen, overeenkomstig artikel 197/13 van het BWRO;
- 8° De beslissingen die de gemachtigde ambtenaar neemt inzake stedenbouwkundige attesten overeenkomstig artikel 200 van het BWRO;
- 9° De annulering, door de Regering, van de beslissingen die bedoeld worden in punt 1°, overeenkomstig artikel 162 van het BWRO;
- 10° De annulering, door de Regering, van de beslissingen, bedoeld in punt 2°, overeenkomstig artikel 201 van het BWRO;
- 11° De beslissingen die de Regering neemt inzake de stedenbouwkundige vergunning en de verkavelingsvergunning, overeenkomstig artikel 188/3 van het BWRO;
- 12° De beslissingen die de Regering neemt inzake stedenbouwkundige vergunningen voor schoolvoorzieningen, overeenkomstig artikel 197/15, § 4 van het BWRO.

Art. 3. Onverminderd de BWRO-bepalingen moeten de bovenvermelde beslissingen de volgende vermeldingen bevatten of ervan vergezeld worden :

- 1° De identificatie van de aanvraag;
- 2° De redenen in rechte en in feite die de beslissing rechtvaardigen;
- 3° De voorwaarden en/of kosten die desgevallend gepaard gaan met de beslissing;
- 4° De datum en de handtekening van de uitreikende overheid;
- 5° De vermelding van de mogelijkheden tot beroep en van de termijn waarbinnen het beroep ingesteld kan worden.

HOOFDSTUK III. — *Informatie en terbeschikkingstelling van de beslissingen*

Art. 4. Dit hoofdstuk is van toepassing op de beslissingen, bedoeld in artikel 2.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde beslissingen worden via elektronische weg betekend aan de overheden die werden geraadpleegd in het kader van het onderzoek van de ermee samenhangende aanvraag, op het vooraf meegedeelde mailadres of, bij het ontbreken hiervan, via een ter post aangetekende zending.

Deze kennisgeving valt samen met de kennisgevingen, respectievelijk bedoeld in de artikelen 156, § 1, 161, § 1, 162, 178, § 1, 178/2, 188/3, 197/13 en 197/15 van het BWRO.

Art. 6. § 1. Onverminderd artikel 194/2 van het BWRO wordt elke beslissing, bedoeld in artikel 2, gedurende vijftien dagen uitgehangen op het gemeentehuis en wordt ze gepubliceerd op de website van de gemeente(n) waar het project gelegen is en op wiens grondgebied het openbaar onderzoek plaatsgevonden heeft.

Bovendien wordt de mededeling gedurende dezelfde periode uitgehangen op de hierna genoemde plaatsen :

- 1° aan de bestaande of toekomstige toegangen tot het betreffende goed die op de grens tussen dit goed en de openbare weg liggen, of, indien er geen toegang tot dit goed is, op de muren en gevels ervan aan de kant van de openbare weg;
- 2° op het grondgebied van de gemeente(n) die in het eerste lid bedoeld wordt (worden), op honderd meter aan beide kanten van het betreffende goed, naast de openbare weg of aan de eerste kruispunten aan weerskanten van het goed, indien die op minder dan honderd meter ervandaan liggen.

Deze mededelingen worden in het zwart gedrukt op een blad wit papier van DIN-A3-formaat. Het voor de mededelingen gebruikte lettertype is minstens 14 didotpunten groot. Ze dienen zodanig te zijn aangeplakt dat ze goed leesbaar zijn, op een hoogte van 1,50 meter, zo nodig op een omheining of op een bord met paal. Ze worden in een perfecte staat van zichtbaarheid en leesbaarheid gehouden.

§ 2. Deze mededeling bevat de volgende vermeldingen :

- 1° het voorwerp en de inhoud van de beslissing;
- 2° het adres en de openingsuren van het gemeentebestuur waar de beslissing ter inzage ligt;
- 3° de website waarop de beslissing geraadpleegd kan worden;
- 4° het adres van de overheid waar men verhaal kan indienen alsook de daarvoor geldende termijnen.

§ 3. La consultation de la décision doit être rendue possible à l'administration communale :

- 1° chaque jour d'ouverture au public entre 9 heures et 12 heures;
- 2° au moins un jour ouvrable par semaine, éventuellement sur rendez-vous, en soirée, jusqu'à 20 heures.

§ 4. L'affichage visé au § 1^{er} est effectué par le collège des bourgmestre et échevins dans un délai de dix jours prenant cours :

- 1° à la notification de la décision lorsqu'elle émane du collège des bourgmestre et échevins;
- 2° à la réception, par le collège des bourgmestre et échevins, de la décision dans les autres cas;
- 3° à l'expiration du délai imparti à l'autorité délivrante pour notifier sa décision, lorsque l'absence de décision équivaut à une décision de refus.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 7. Les arrêtés suivants sont abrogés :

- 1° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises en matière de permis d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins ainsi que la forme de la suspension de ces décisions par le fonctionnaire délégué, tel que modifié par l'arrêté du 23 septembre 1999;
- 2° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;
- 3° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique;
- 4° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises en matière de certificats d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins ainsi que la forme de la suspension de ces décisions par le fonctionnaire délégué;
- 5° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de certificats d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de planification et de l'urbanisme;
- 6° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de certificats d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique;
- 7° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 réglant la forme des décisions prises en matière de permis de lotir par le collège des bourgmestre et échevins ainsi que la forme de la suspension de ces décisions par le fonctionnaire délégué, tel que modifié par l'arrêté du 23 septembre 1999;
- 8° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis de lotir en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;
- 9° L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis de lotir sollicités par une personne de droit public.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que les dispositions modifiant le titre IV du CoBAT contenues dans l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes. Il s'applique à toutes les décisions prises à partir de cette date.

§ 3. De beslissing moet bij het gemeentebestuur geraadpleegd kunnen worden :

- 1° elke dag van opening voor het publiek tussen 09.00 en 12.00 uur;
- 2° ten minste één werkdag per week, eventueel op afspraak, 's avonds tot 20 uur.

§ 4. De aanplakking, bedoeld in § 1, gebeurt door het college van burgemeester en schepenen binnen een termijn van tien dagen, te tellen vanaf :

- 1° de kennisgeving van de beslissing wanneer die wordt genomen door het college van burgemeester en schepenen;
- 2° de ontvangst, door het college van burgemeester en schepenen, van de beslissing in de andere gevallen;
- 3° het verstrijken van de termijn die aan de uitreikende overheid wordt opgelegd om kennis te geven van haar beslissing, wanneer het gebrek aan beslissing gelijkstaat met een beslissing van weigering.

HOOFDSTUK IV. — Opheffingsbepalingen en slotbepalingen

Art. 7. De volgende besluiten worden opgeheven :

- 1° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door het college van burgemeester en schepenen inzake stedenbouwkundige vergunningen en van de vorm van de schorsing van deze vergunningen door de gemachtigde ambtenaar, zoals gewijzigd door het besluit van 23 september 1999;
- 2° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw;
- 3° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut;
- 4° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door het college van burgemeester en schepenen inzake stedenbouwkundige attesten en van de vorm van de schorsing van deze beslissingen door de gemachtigde ambtenaar;
- 5° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige attesten in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw;
- 6° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige attesten aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut;
- 7° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door het college van burgemeester en schepenen inzake verkavelingsvergunningen en van de vorm van de schorsing van deze beslissingen door de gemachtigde ambtenaar, zoals gewijzigd door het besluit van 23 september 1999;
- 8° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake verkavelingsvergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw;
- 9° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake verkavelingsvergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als de bepalingen tot wijziging van Titel IV van het BWRO in de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen. Het is van toepassing op alle beslissing die vanaf die datum genomen worden.

Art. 9. Le membre du Gouvernement qui a le Développement territorial dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Art. 9. Het lid van de regering bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/12118]

25 AVRIL 2019. — Ordonnance réglant l'octroi des prestations familiales

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Sans préjudice de l'application du droit de l'Union européenne et des conventions internationales, les droits aux prestations familiales en région bilingue de Bruxelles-Capitale sont fixés par la présente ordonnance.

Art. 3. Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

1° bénéficiaire d'un titre de séjour : le bénéficiaire d'une admission ou d'une autorisation, pour une personne ne possédant pas la nationalité belge, à séjourner en Belgique ou à s'y établir, conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

2° enfant bénéficiaire : l'enfant qui satisfait à l'ensemble des conditions fixées par la présente ordonnance pour bénéficier d'allocations familiales ;

3° Registre national des personnes physiques : le registre organisé par la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

4° domicile : le lieu où la personne a sa résidence principale selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques et où elle a effectivement son principal établissement ;

5° allocataire : la personne à laquelle les prestations familiales doivent être payées ;

6° ménage de fait : cohabitation de personnes n'étant ni parentes ni alliées jusqu'au troisième degré inclusivement, qui règlent conjointement l'organisation ménagère, en y contribuant financièrement ou d'une autre manière ;

7° revenus annuels du ménage : les revenus imposables, liés à l'activité professionnelle exercée, ainsi que les revenus de remplacement imposables, avant déduction de toute charge professionnelle, rattachés à un exercice fiscal donné, de l'allocataire, ainsi, le cas échéant, que de son conjoint avec lequel il cohabite ou de la personne avec laquelle il forme un ménage de fait ; les revenus professionnels d'un travailleur indépendant sont ceux visés à l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, multipliés par une fraction égale à 100/80 ;

8° famille monoparentale : famille au sein de laquelle :

a) l'allocataire non visé à l'article 19, § 2, ne forme pas un ménage de fait et n'est pas marié, sauf si le mariage est suivi d'une séparation de fait. La séparation de fait doit apparaître de la résidence principale séparée des personnes en cause, au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet que la séparation de fait est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès dudit registre ;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2019/12118]

25 APRIL 2019. — Ordonnantie tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Onverminderd de toepassing van het recht van de Europese Unie en de internationale overeenkomsten, worden de rechten op gezinsbijslag in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bepaald in deze ordonnantie.

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie dient te worden verstaan onder:

1° begunstigde van een verblijfsvergunning: de begunstigde van een machtiging of toelating, voor een persoon die niet de Belgische nationaliteit heeft, om te verblijven in België of er zich te vestigen, in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° rechtgevend kind: een kind dat voldoet aan alle voorwaarden die door deze ordonnantie zijn vastgelegd om recht te geven op kinderbijslag ;

3° Rijksregister van de natuurlijke personen : het door de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen geregelde register;

4° woonplaats : de plaats waar de persoon zijn hoofdverblijfplaats heeft volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en waar die persoon daadwerkelijk hoofdzakelijk verblijft ;

5° bijslagtrekkende: de persoon aan wie de gezinsbijslag moet worden betaald;

6° feitelijk gezin : de samenwoning van personen die geen bloed- of aanverwant tot en met de derde graad zijn, die een gezamenlijke huishouding voeren door er financieel of op een andere manier aan bij te dragen;

7° jaarlijks gezinsinkomen : het belastbaar inkomen, verbonden aan de uitgeoefende beroepsactiviteit en het belastbare vervangingsinkomen, voor aftrek van beroepskosten, met betrekking tot het fiscale jaar in kwestie, van de bijslagtrekkende, en, in voorkomend geval, van de echtgenoot met wie hij samenwoont of de persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt ; het beroepsinkomen van een zelfstandige is datgene dat bedoeld wordt in artikel 11, § 2, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende de inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, vermenigvuldigd met een breuk gelijk aan 100/80;

8° eenoudergezin : gezin waarin:

a) de bijslagtrekkende, niet bedoeld in artikel 19, § 2, geen feitelijk gezin vormt en niet gehuwd is, behalve indien er zich na het huwelijk een feitelijke scheiding heeft voorgedaan. De feitelijke scheiding moet blijken uit de afzonderlijke hoofdverblijfplaats van de personen in kwestie, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, met uitzondering van gevallen waarbij uit andere daarvoor overgelegde officiële documenten blijkt dat de feitelijke scheiding effectief is, ook al stemt dat niet of niet meer overeen met de informatie verkregen bij het voormelde register;